

Buenos días compañeras y compañeros!

Ainsi commence en général une prise de parole officielle au sein de la UNES (Union Écologique Salvadorienne). Bien que cela fasse seulement 4 mois que je suis sur place, je vais essayer de vous partager ma vision encore ingénue de ma lecture du pays. Je pourrais vous lister toutes les choses de mon quotidien se distinguant de la vie en Suisse, mais je préfère vous partager quelques réflexions. Je vais agrémenter tout cela de quelques photos de nos activités pour ceux qui n'aiment pas lire.

Voilà maintenant 26 ans que s'est terminée la lutte armée entre les militaires putschistes soutenus par Kennedy et la guérilla marxiste (en très résumé). Pourtant, les luttes politiques au Salvador restent encore farouches entre la droite et la gauche, notamment par le fait que la loi d'amnistie de mars 1993 acquitta presque tous les responsables des massacres perpétrés durant cette époque, dont 85% par l'armée et 5% par la guérilla.



Ancien camp de la guérilla que nous croisons lors de la visite de terrain avec la croix rouge salvadorienne à San Andrés Los Achiotés.

Effectivement, les principaux partis de droite (ARENA, PNC, PDC) sont constitués entre autres d'anciens militaires, dont des escadrons de la mort, d'idéologie conservatrice au niveau de la religion et politiquement, et libérale économiquement, tandis que la gauche (FLMN) est constituée entre autres d'anciens guérilleros à l'idéologie socialiste et progressiste, mis à part qu'ils n'aiment pas trop non plus le changement.

Et l'environnement dans tout cela ? Bien que la gauche soutienne certaines initiatives comme la loi sur la gestion des résidus solides et celle sur l'eau, mise en veille par l'assemblée législative depuis 8 ans, l'environnement n'est pas une priorité dans le pays. Cela ne va probablement pas changer avec l'investiture de Bukele, ce samedi dernier, un jeune loup de la finance façon *Macron*.

Une des réponses à cette lacune environnementale a été la création de la UNES.



Revendication du droit à l'eau lors d'une bicicleta à Los Platanares (Ahuachapán).

C'était amusant la première semaine de mon arrivée dans l'organisation de me retrouver avec un contrat de travail suisse prohibant les activités politiques dans une organisation dont 90% des activités sont directement ou indirectement politiques.

Effectivement, le gros du travail à la UNES c'est d'exercer des pressions politiques au niveau départemental et national par des rapports d'incidence, l'organisation de mobilisations populaires et l'élaboration de communiqués de presse, ainsi que la gestion des politiques publiques dans le domaine environnemental.



Dépôt de plainte au Tribunal Environnemental de Santa Ana sur des cas de déforestation des forêts de mangrove et de déviation de cours d'eau à des fins agricoles.



Récolte des témoignages et des points GPS concernant des cas de déforestation des milieux humides demandés par la procureure de Santa Ana.

Cette situation n'est évidemment pas toujours très facile pour moi, en tant que scientifique, quand certains éléments que j'amène aux discussions ne vont pas dans le sens du calendrier politique de l'organisation. Par exemple, se basant sur les évidences scientifiques, le débat de la prohibition du glyphosate ne serait pas prioritaire à mon avis dans un pays où s'utilisent encore d'autres herbicides aux conséquences désastreuses, comme l'atrazine et le paraquat. Un autre exemple que je voudrais citer, c'est que dans un pays où les rivières servent bien trop souvent de décharge finale aux déchets solides, dont beaucoup de plastique, la prohibition de l'incinération comme une des phases dans la gestion des déchets ne me semble pas d'un pragmatisme exemplaire pour améliorer cette situation.



Cours d'introduction donné à la UNES sur l'écotoxicologie et sources de contamination des rivières, suivi de différents débats.

Enfin, c'est à ce moment que cela devient intéressant car c'est là qu'interviennent d'autres aspects complémentaires aux aspects technico-scientifiques, comme les considérations socio-politiques et économiques du pays.

Mon avis, aujourd'hui, c'est que politiquement au Salvador on mise

d'avantage sur des instruments juridiques de type « on/off » que sur des outils de gestion graduels car les gens savent très bien qu'il n'y aura ni les moyens, ni l'expertise, ni la transparence nécessaire pour les faire appliquer correctement. Un exemple opportun pourrait être la loi sur la prohibition pure et simple de l'industrie minière au Salvador du 29 mars 2017, bien que des moyens moins « cochons » existeraient pour extraire le minerai. D'autre part, vu que 90% des eaux de surface du pays sont polluées à un niveau tel qu'il n'est plus possible de les traiter de manière simple pour les rendre potables ce n'est peut-être pas si mal. Cette loi a stoppé, du moins pour un temps, les grands projets miniers que des compagnies canadiennes prévoyaient d'implémenter. Aujourd'hui encore, la UNES lutte pour que cette loi se fasse appliquée à l'échelle nationale et organise des colloques au niveau international sur le sujet.



Rencontre internationale organisée par la UNES du front contre l'extraction minière constitué de dirigeant(e)s communautaires du Pérou, Bolivie, Haïti, Honduras, Guatemala, etc.

Pour améliorer l'application de lois et conventions, comme la convention Ramsar

sur la protection des zones humides, et le respect de certains droits fondamentaux cela nécessite de travailler parallèlement aussi à l'échelle territoriale.



Atelier sur le monitoring et la renaturation des forêts de mangrove à Metalio, bourgade sympathique contrôlée par MS13.

Dans ce cadre-là, nous organisons différents modules de renforcement des capacités, comme pour ma part sur différents aspects de la gestion en eau : type de gestion, droit à l'eau et à l'assainissement, élément d'hydrologie, etc. Le but étant que les communautés puissent obtenir les compétences nécessaires pour gérer certains aspects de leur territoire ou au moins défendre certains de leurs droits fondamentaux. Ces méthodes ont porté leurs fruits à un niveau inespéré car le comité que nous soutenons viens d'être reconnu formellement et légalement pour gérer les mangroves de leur sous bassin durant 5 ans.



Monitoring des puits d'eau potables en Ahuachapan par le comité del Aguacate.

Dans le prochain épisode : « Les limites de la gestion communautaire » et « Michael le gringo suisse tentant d'expliquer les principes de l'écotoxicologie au niveau communautaire ».

Eh ben, on se réjouit ! Salut !

Michel Wildi, San Salvador le 4/3/2019 à la 48^{ème} réplique du séisme de la semaine passée (6.8), sympa.

© <https://envieausalvador.wixsite.com/cool>



Merci pour votre précieux soutien !

Eirene Suisse: Rue du Vermont 17 | 1202 Genève

CCP: 23 - 5046 - 2

IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2

SWIFT/BIC: POFICHBEXXX

Référence: Agua para todos - El Salvador/ Michel Wildi